



MAIRIE DE DRAP









REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE N° 2024/11/01

ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS THERMIQUES DES BATIMENTS COMMUNAUX DE LA VILLE DE DRAP

DATE ET HEURE DE RECEPTION DES OFFRES
LE : Mardi 10 Décembre 2024 à 12h00

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

| | | |
|---|-------------------------------------|---|
|  | Objet | Entretien et maintenance des installations thermiques des bâtiments communaux de la Ville de Drap |
|  | Mode de passation | Marché à procédure adaptée |
|  | Délai de validité des offres | 120 jours |
|  | Forme de groupement | Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire |
|  | Variantes | Sans |
|  | Clause sociale | Sans |
|  | Clauses environnementales | Sans |
|  | Durée / Délai | 1 an renouvelable 3 fois |

SOMMAIRE

| | |
|--|----------|
| REGLEMENT DE LA CONSULTATION | 1 |
| 1 – Objet et étendue de la consultation | 4 |
| 1.1 Objet | 4 |
| 1.2 - Mode de passation | 4 |
| 1.3 - Type et forme de contrat | 4 |
| 1.4 - Décomposition de la consultation | 4 |
| 1.5 - Nomenclature | 4 |
| 1.6 - Renouvellement | 4 |
| 2. Conditions de la consultation | 4 |
| 2.1 – Délai de validité des offres | 4 |
| 2.2 – Forme juridique du groupement | 4 |
| 2.3 - Variantes | 5 |
| 3 - Conditions relatives au contrat | 5 |
| 3.1 Durée du contrat ou délai d'exécution | 5 |
| 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement | 5 |
| 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité | 5 |
| 4 – Contenu du dossier de consultation | 5 |
| 5 – Présentation des candidatures et des offres | 5 |
| 6 - Documents à produire | 5 |
| 6.1 Visites sur site | 7 |
| 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis | 7 |
| 7.1 - Transmission électronique | 7 |
| 7.2 - Transmission sous support papier | 8 |
| 8 – Examen des candidatures et des offres | 8 |
| 8.1- Sélection des candidatures | 8 |
| 8.2 - Attribution du marché | 8 |
| 9 – Renseignements complémentaires | 9 |
| 9.1- Adresses supplémentaires et points de contact | 9 |
| 9.2- Procédures de recours | 9 |
| 10- Clauses complémentaires | 10 |

1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

La présente consultation concerne :

Entretien et maintenance des installations thermiques des bâtiments communaux de la Ville de Drap

Il s'agit d'entretenir et de maintenir les installations thermiques des bâtiments communaux.

Lieu(x) d'exécution :

Bâtiments communaux situés sur le territoire de la Ville de Drap – 06340 Drap

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-4 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à procédure adaptée est soumis aux dispositions des articles R2131-12, R2132-2 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations.

S'agissant d'une procédure adaptée, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier ou non, pour chacun des lots, avec les candidats ayant présenté une offre admise.

La négociation se fera de façon indépendante pour chacun des lots, et pourra porter sur tous les éléments de l'offre notamment sur le prix, sans que les conditions initiales du marché ne soient substantiellement modifiées.

1.4 - Décomposition de la consultation

Sans objet

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description |
|----------------|--|
| 50720000-8 | Services de réparation et d'entretien de chauffage central |

| Lot(s) | Code principal | Description |
|--------|----------------|---------------------------------------|
| 01-02 | 50000000-5 | Services de réparation et d'entretien |

1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2. Conditions de la consultation

2.1 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 – Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3.1 Durée du contrat ou délai d'exécution

Le marché est renouvelable 3 fois pour une période de 12 mois, soit en totalité 48 mois (4 ans).

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- ✓ L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- ✓ Le règlement de la consultation (RC)
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- ✓ La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | Oui |
| Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail | Oui |
| Extrait Kbis de moins de 3 mois | Oui |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Oui |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels, en cours de validité | Oui |
| Relevé d'identité bancaire | Oui |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. | Oui |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat | Oui |

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, pour chacun des lots | Oui |
| e cahier des clauses administratives particulières (CCAP) | Oui |
| Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes | Oui |
| La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) | Oui |
| Le règlement de consultation (RC) | Oui |
| Attestation de visite sur site obligatoire | Oui |
| Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. | Oui |

Les pièces de prix (DPGF) devront être renseignées en intégralité et sans modification de la description des prix unitaires et des quantités indiquées sous peine de nullité de l'offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-
ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS THERMIQUES DES BATIMENTS COMMUNAUX DE LA VILLE DE DRAP

traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.1 Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Personne à contacter :

M.DIGANI SERGE
TELEPHONE : 06 56 46.79.52

**VISITES OBLIGATOIRES : le MARDI 19/11/2024 DE 10H00 A 12H00 et
le MERCREDI 20/11/2024 DE 10H00 A 12H00**

7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La date limite de la remise des plis électroniques : **Le Mardi 10 décembre 2024 à 12h00**

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Mairie de DRAP – 1 place Clémenceau – 06340 Drap

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Afin de pouvoir transmettre tous les documents aux divers services de la Commune ainsi qu'aux services de l'État par voie dématérialisée, les fichiers devront être transmis en noir et blanc et devront avoir comme résolution

maximale : "200 DPI".

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : PDF (ou exploitables à l'aide du logiciel Adobe Reader) à l'exclusion des éventuelles pièces de prix (BPU, DQE, DPGF...) qui doivent être retournés en format XLS (Excel 2010 ou format compatible).

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt
plusieurs heures avant l'heure limite**

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1- Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Le classement des offres et le choix du ou des attributaires sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères ci-dessous :

- Valeur technique : délai d'intervention, qualité des services : 40%
- Prix net : 60%

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La valeur technique sera jugée notamment au regard de la qualité et de la pertinence du mémoire justificatif qui devra impérativement répondre aux demandes décrites.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Il est entendu que la collectivité se réserve le droit de recourir à la négociation des offres formulées avec le ou les candidats de son choix lorsque ceci apparaît opportun pour la collectivité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les trois premiers candidats sur les critères ci-dessus énoncés.

Le pouvoir adjudicateur peut attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1- Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2- Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nice

18 Avenue des Fleurs

06050 Nice CEDEX 1

Tél : 04 89 97 86 00

Télécopie : 04 93 55 78 31

Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Nice

18 Avenue des Fleurs

06050 Nice CEDEX 1

Tél : 04 89 97 86 00

Télécopie : 04 93 55 78 31

Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr

10- CLAUSES COMPLEMENTAIRES

La Collectivité se réserve le droit de résilier le marché si l'augmentation résultant de la référence d'ajustement est supérieure à 5 % maximum l'an. Cette résiliation éventuelle serait prononcée en dérogation à l'article 33 du CCAG - FCS, sans indemnité autre que le paiement des prestations effectuées et celles en cours de commande.

LU et APPROUVE

Le prestataire (date, signature et cachet)